

Conseil national du PCF – 12 décembre 2014

La situation et les enjeux internationaux

Lydia Samarbakhsh,
en charge des Relations internationales à la Coordination nationale du PCF

Cher-e-s camarades,

Nous avons décidé de consacrer nos travaux d'aujourd'hui à la situation et aux enjeux internationaux pour trois raisons.

La première tient à nos choix de Congrès d'intensifier notre action internationale et de franchir une étape significative à la fois dans les convergences au plan européen et mondial et dans l'appropriation par les communistes de ces enjeux dans leur action politique quotidienne pour ouvrir en France une véritable alternative transformatrice dont le combat pour la transformation de la mondialisation est partie intégrante. La solidarité internationaliste est au cœur de notre combat pour l'émancipation humaine depuis la création de notre parti ; il en a même été pour une part entière à l'origine. Le monde a profondément changé en près d'un siècle et se trouve confronté à des questions non résolues et à des défis nouveaux. L'aspiration des peuples à l'émancipation et leurs combats ont fait l'expérience du XX^e siècle qui, dans ses avancées, ses échecs comme ses tragédies, a forgé l'étape historique dans laquelle nous nous trouvons. Et se pose à nous la question de déterminer quelles actions et initiatives devons-nous engager pour contribuer à une nouvelle étape du rassemblement des forces transformatrices et émancipatrices en Europe et dans le monde ?

La deuxième raison tient à la place des enjeux internationaux, à la place et au contenu de la politique étrangère française poursuivie sous la présidence de François Hollande sans rupture, voire même en prolongement de son prédécesseur – sa place dans la politique nationale et la place de la politique extérieure française dans les relations internationales. Le premier engagement auquel le président Hollande a tourné le dos a été celui de la renégociation du pacte budgétaire européen, et son quinquennat a été celui du déploiement de la stratégie atlantiste engagée par Nicolas Sarkozy depuis le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Mais quelle politique extérieure devrait être celle de la France d'aujourd'hui ? Comment pouvons-nous et voulons-nous peser sur la politique extérieure française ?

La troisième raison tient bien entendu à la gravité de la situation internationale elle-même, une situation internationale qu'il convient d'analyser le plus finement possible dans ses dynamiques, sa complexité et ses contradictions. Comment qualifier la période que nous vivons, quelles sont les stratégies à l'œuvre, les acteurs en présence ? Où en est le rapport de force pour les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes ? Quelles sont ces forces désormais ? Quelles sont les responsabilités et le rôle du PCF dans ce contexte ?

L'objet de notre réunion est de porter une appréciation de la période et de ses enjeux, des stratégies à l'œuvre, de la politique extérieure et de défense de la France mais aussi des axes de notre action et de nos propositions.

Nous visons trois objectifs stratégiques qu'il faut poursuivre dans le même mouvement :

1) Mener et gagner la bataille idéologique

Le modèle de domination occidentale est en crise mais l'emprise idéologique de l'« occidentalisme » pèse sur les conceptions et les décisions politiques des dirigeants du pays. L'« occidentalisme » pèse à la fois dans la vision dominante de la nation et dans la vision des relations internationales, il enferme les rapports internationaux dans un schéma élitiste et manichéen, celui de la « lutte du Bien contre le Mal », de la « guerre contre le terrorisme », du « choc des civilisations » où les alliances de circonstances définissent l'appartenance à un camp dont aucun ne remet en cause la règle du jeu. Cette conception a-historique (c'est-à-dire sans pensée historique) soumet les êtres et les sociétés à un « présent omniprésent », nie les enjeux sociaux et l'historicité des sociétés, des groupes et classes sociales, biaise le rapport au passé et empêche de penser l'avenir. L'urgence, l'immédiateté, la consommation et le déchet / l'élimination sont les instruments d'un ordre fondé sur la rentabilité et la rentabilité maximales.

Le brouillage des repères et la « culture de l'acquiescement »¹ évacuent le combat de classes à l'œuvre dans les sociétés et un monde dominés par la mondialisation capitaliste et la financiarisation du capitalisme, et bouleversés par sa crise systémique. Tout ce qui s'oppose au « système » n'est pour autant pas progressiste ni émancipateur. La pensée de droite a plusieurs visages et des combats se mènent en son sein. Nous n'en ferons reculer aucun si nous ne les combattons pas tous.

2) Peser sur les choix de politique extérieure de la France

Il s'agit d'abord d'enfoncer des portes jusqu'à présent bien verrouillées qui maintiennent les citoyens de notre pays hors du débat. La politique extérieure de la France et la politique de défense nationale doivent être le sujet d'un débat national, ouvert, public permanent. Qu'il s'agisse d'aide publique au développement, de construction européenne, de partenariats, d'interventions étrangères ou de sécurité du territoire, du rôle des armées, des positions de la France au sein des institutions multilatérales, les Françaises et les Français sont empêchés d'exercer leur souveraineté. Il n'est qu'à voir l'absence de ces enjeux dans les campagnes électorales présidentielle et législatives. Les parlementaires eux-mêmes sont bien insuffisamment saisis en amont des grands dossiers internationaux.

À bien des égards, les citoyens se sentent impuissants face à la gravité des événements internationaux dont ils ne perçoivent qu'une infime partie, souvent la plus violente et la plus désespérée ou désespérante sans que leur soient donnés les moyens de comprendre l'origine et les causes de ces situations. Mais, paradoxalement, c'est un domaine où l'action populaire peut arracher des victoires, et le vote des parlementaires en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien en est l'illustration la plus récente.

¹ . Emmanuel Terray, *Penser à droite*, Galilée, 2012.

3) Rassembler et contribuer aux convergences d'idées et d'actions en Europe et dans le monde de toutes les forces de gauche disponibles, par-delà les sensibilités, et les clivages et divisions du passé, et sans chercher à imposer une idéologie unificatrice ou uniformisante.

C'est devenu pour nous un devoir impérieux. Les forces émancipatrices souffrent partout dans le monde de leur éclatement international et de leur affaiblissement dans le plus grand nombre de régions. Le rassemblement de ces forces est indispensable pour les conforter chacune au plan national et régional et pour résister au plan mondial. Ses forces sont dans des situations variées. Dans un certain nombre de pays, ces forces – d'ailleurs rassemblées – exercent les responsabilités. Et quelques pays, et non des moindres, demeurent attachés à poursuivre la construction d'une société qu'ils nomment socialiste sans toutefois s'ériger en modèle et tout en cherchant les voies de leur développement dans un contexte de mondialisation dont ils refusent d'être exclus sans pour autant la subir. Personne ne prétend plus dicter aux autres leur conduite, d'autant que ces forces sont sur un plan philosophique et idéologique extrêmement diversifiées.

Le rassemblement des forces démocratiques, de progrès et de justice sociale doit tous nous préoccuper en permanence. L'expérience des dernières décennies nous apprend qu'il faut multiplier autour d'objectifs politiques communs les lieux et temps de convergence, sans chercher à les hiérarchiser entre eux. Nous sommes placés – les forces émancipatrices du XXI^e siècle ! sont placées devant le défi d'inventer les nouveaux contours d'un internationalisme, d'une solidarité internationaliste qui tente une synthèse des apports des expériences passées – depuis celle, longue, du mouvement ouvrier, à celle, plus courte, de l'altermondialisme – en cherchant à répondre aux enjeux et défis de notre temps avec l'apport de nouvelles générations qui ne partagent pas les mêmes repères d'expérience.

*

Le projet communiste a pour élément constitutif l'ambition d'un monde de paix et de solidarité, paix entre les peuples, solidarité entre les travailleurs, les exploités, les opprimés. « L'Internationale sera le genre humain » est notre visée avec, pour cœur, l'égalité, le partage, la justice, la souveraineté des peuples et des nations, le développement humain et la démocratie. C'est ce qui guide et fonde notre action, et c'est ce qui porte notre projet pour la France.

Une politique extérieure de gauche signifierait pour la France d'agir en trois domaines :

a) Agir pour transformer la mondialisation en la fondant sur les exigences d'égalité, de justice, de développement partagé et de solidarité qui sont les conditions et les garants de la paix – cela veut dire repenser sa propre politique de partenariats, agir au sein de l'UE et dans les instances internationales pour des politiques de coopération et de sécurité commune vouées à la lutte contre les inégalités sociales et économiques, à la lutte pour la souveraineté alimentaire, le droit à l'énergie, à l'éducation et à l'emploi, pour de nouveaux modes de développement et de production prenant en compte la nécessité d'une transition écologique, travailler à la création effective de biens communs universels...

b) Agir pour transformer le caractère même des relations internationales en mettant en œuvre un réel multilatéralisme construit autour et à partir d'une ONU démocratisée et réformée.

c) Agir en soutien aux forces démocratiques et progressistes politiques, sociales, citoyennes, associatives qui se battent dans leur pays pour l'émancipation humaine.

Un monde apolaire : menace ou opportunité ?

Comment définir et caractériser l'état du monde dans lequel nous vivons, tout comme près de 7 milliards d'êtres humains ?

Au lendemain de la fin de la guerre froide, les adjectifs ont abondé car les bouleversements se sont enchaînés de plus en plus rapidement : d'un monde bipolaire, nous sommes passés à un monde dit unipolaire sous hégémonie américaine, puis il a été question – sous la réactivation d'une logique de puissance – d'un monde multipolaire sous hégémonie américaine en recul ; enfin, nous sommes entrés dans un monde apolaire sous hégémonie américaine en déclin et du fait de ce déclin. Le passage d'une séquence à l'autre s'est déroulé en un temps chaque fois de plus en plus réduit et en provoquant des bouleversements importants, mais aussi sous le coup de plusieurs facteurs parmi lesquels celui, largement ignoré et sous-estimé, de l'incursion des sociétés et des peuples dans le champ politique.

Bien que les États-Unis et leurs alliés aient été convaincus d'avoir gagné la guerre froide, ils ont été incapables d'éviter l'affaiblissement des États et des puissances publiques et une parcellisation des zones d'influence et de domination, puisqu'ils les ont eux-mêmes provoqués pour tenter d'en tirer un profit exclusif.

Les « BRICS » ne forment pas un bloc idéologique uni face à l' « Occident », ils ne partagent pas les mêmes cultures politiques, les mêmes visées politiques ; deux de ces États sont dirigés par une droite autoritaire, l'Inde et la Russie, tandis que l'Afrique du Sud et le Brésil par des coalitions de gauche, et que la Chine poursuit son projet de société spécifique.

L'avènement de ce monde apolaire (que notre ministre des Affaires étrangères nomme le « zéro-polaire » pour en renforcer le caractère effrayant) où certes les inégalités sont si fortes, les humiliations si nombreuses, les injustices si présentes, est pourtant la meilleure nouvelle de ces 25 dernières années en matière d'enjeux internationaux, et offre l'opportunité de bâtir de nouveaux équilibres mondiaux fondés sur l'égalité et la solidarité. De ce point de vue, nous devrions être plus attentifs à ce qui bouge, qu'il s'agisse des mouvements sociaux et citoyens ou encore des prises de position du pape François pour sortir les peuples du monde d'une situation qu'il qualifie de « 3e Guerre mondiale disséminée ».

Oui, opportunité de nouveaux équilibres, car des régions entières échappent à l'emprise américaine et atlantiste : l'Amérique latine d'abord et, d'une tout autre manière, l'Asie.

Amérique latine

En Amérique latine, le rapport de forces s'est profondément modifié sous l'effet de décennies de luttes populaires et l'arrivée au pouvoir de coalitions de gauche, d'abord avec Chavez au Venezuela en 1998 puis Lula au Brésil en 2002, au point qu'il est permis, pour reprendre les mots de l'actuel Président équatorien, Rafaël Correa, de parler d'un véritable « changement d'époque ».

Deux processus ont été au cœur des transformations de ces vingt dernières années : des politiques favorables à l'emploi, la revalorisation des salaires et l'investissement public qui ont appuyé des programmes sociaux de grande envergure et fait reculer massivement la pauvreté et les inégalités créées par des décennies de politiques néolibérales, des réformes constitutionnelles, avec pour priorités la démocratie et l'adoption de nouveaux droits.

Des pays comme l'Équateur ont également remis en cause la légitimité et refusé de payer la dette qui avait été le prétexte des politiques néolibérales régressives des régimes antérieurs.

Les victoires aux récentes élections de Nicolas Maduro au Venezuela, de Sanchez Ceren au Salvador, d'Evo Morales en Bolivie, de Dilma Rousseff au Brésil et de Tabaré Vazquez en Uruguay confirment le choix de majorités populaires en faveur des options progressistes et contre le retour des néolibéraux.

Les avancées réalisées ont fait apparaître de nouvelles contradictions et mis en évidence les difficultés structurelles de ces pays en développement qui demeurent des pays exportateurs de matières premières et qui commencent à ressentir l'impact de la crise dans les pays industrialisés, qui se traduit par une baisse des exportations, une diminution des investissements et, donc, des répercussions sur les budgets et sur leur croissance. Vulnérables hier à cause de la financiarisation et des coupes budgétaires imposées à leurs économies, ils le sont aujourd'hui en raison de la part des exportations de matières premières dans leur économie. Les défis des gouvernements progressistes sont aujourd'hui ceux de l'industrialisation, de la diversification de leurs économies et de l'accès aux connaissances et technologies.

C'est dans ce contexte de crise que la confrontation avec une droite qui se réorganise avec le soutien des États-Unis se fait encore plus dure. Tous les moyens sont bons pour les réactionnaires et libéraux de tenter de déstabiliser les gouvernements en place : la violence de la rue, l'accaparement de denrées, la spéculation sur les monnaies et même des tentatives de coup d'État comme ce fut le cas en Bolivie, au Venezuela ou encore au Paraguay et en Honduras.

En complet contraste avec la construction européenne actuelle, l'intégration régionale impulsée par les gouvernements progressistes se fonde sur la coopération, la solidarité et la complémentarité. Trois cadres structurent cette intégration : l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), l'Alliance bolivarienne des Amériques (ALBA) et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) – dotée d'une Banque du sud et d'un Conseil de défense, ainsi que de mécanismes de concertation politique et de prévention de conflits. La coopération Sud-Sud est un élément fondamental de cette stratégie qui vise la diversification des relations économiques et une plus grande indépendance vis-à-vis des pays industrialisés.

L'Amérique latine apparaît donc comme une exception avec des politiques économiques et sociales et des cadres souples d'intégration régionale qui laissent leur pleine souveraineté économique et budgétaire aux États, et lui ont permis jusqu'ici d'affronter la crise. Plus unie, l'Amérique latine a mis fin à l'isolement de Cuba, a permis le début des dialogues pour la paix en Colombie, a pu isoler les tentatives de coups d'État rejetant tout recours à la force et à l'interventionnisme militaire et politique. Le continent est devenu une zone de paix au moment où, comme jamais dans son histoire, l'hégémonie des États-Unis n'a été aussi contestée. Et ce n'est pas le fruit du hasard.

Cuba, qui avait été mis au ban des nations par un vote de l'Organisation des États américains sous injonction de Washington, a retrouvé la place qui est la sienne dans la région et cherche, dans ce nouveau contexte, à mener à bien, malgré l'embargo illégal imposé par les États-Unis depuis 54 ans, des réformes qui lui permettront de donner un nouvel élan à son projet socialiste.

Asie

L'Asie est traversée par deux grands processus contradictoires d'intégration, ou plutôt de réorganisation régionale, à finalités et à modalités antagonistes :

Le Partenariat transpacifique (TPP : TransPacific Partnership ou TPPA : TransPacific Partnership Agreement), en cours de négociation, dans la perspective d'une finalisation au cours de l'année 2015, sous l'égide des États-Unis réunit 10 pays : Australie, Brunei, Canada, Chili, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam, mais sans la Chine. Ce projet a pour but de créer un grand marché « libre » englobant tous les aspects « marchands », ce qui génère déjà, dès cette phase de négociation, des réticences, voire des tensions (par ex. la Malaisie sur les politiques de lutte contre le tabagisme susceptibles d'être attaquées en justice par les multinationales du secteur pour « entrave à la libre concurrence »).

L'organisation de coopération de Shanghai (OSC), constituée le 15 juin 2001, est une entité intergouvernementale réunissant autour de la Chine et de la Russie, les pays d'Asie centrale et des membres associés (Inde, Iran, Mongolie, Pakistan), ainsi que des membres invités (l'ASEAN et la CEI, et l'Afghanistan). Sa finalité affichée est de « renforcer la confiance, entreprendre des initiatives de désarmement aux régions frontalières et promouvoir la coopération régionale », et la promotion de plus en plus accentuée de coopérations économiques (en matière de réseaux de transports et d'infrastructures), de coopérations éducatives, culturelles et un volet militaire qui se réduit, pour l'essentiel, à la tenue d'exercices communs dans la perspective de la « lutte antiterroriste » et de l'instruction militaire.

Ces deux projets sont en compétition bien réelle puisqu'ils s'affichent avec des objectifs opposés : l'un favorisant la domination des multinationales, surtout occidentales, qui n'est pas sans rappeler le traité transatlantique – et pour cause – en négociation entre l'UE et les États-Unis ; l'autre cherchant à enclencher des pratiques de coopération dite « gagnant - gagnant » comme l'expriment si souvent les dirigeants chinois.

En novembre, au dernier Sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), organisation intergouvernementale, créée en 1989 et à caractère non contraignant, de 21 membres dont les États-Unis et la Chine, et où celle-ci a confirmé sa place d'acteur stratégique régional et mondial incontournable, la Chine a pris, d'une part, l'initiative d'appeler à un Partenariat économique global pour la zone Pacifique incluant les États-Unis. Elle a, d'autre part, annoncé la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures dont le siège sera à Pékin avec la Chine pour premier actionnaire (à hauteur de 50 milliards de dollars) et l'Inde en second, et qui est destinée à appuyer les investissements de 21 États de la région en matière d'énergie, de transport et de communication, sans avoir à recourir à la Banque asiatique de développement du FMI et de la Banque mondiale. Enfin, le président chinois Xi Jinping a annoncé la mise sur pied d'un Fonds de la Route de

la soie, doté de 40 milliards de dollars, pour financer l'investissement dans les infrastructures, la coopération industrielle et la gestion des ressources en Asie. Toujours à l'occasion du Sommet, la Chine a signé trois accords avec les États-Unis (défense, climat, exportations), ainsi qu'avec la Russie et le Japon.

La stratégie chinoise vise trois objectifs : développer le pays, diversifier ses partenariats, soustraire l'Asie de la domination américaine.

La montée des pays émergents s'accompagne ainsi de l'expression de plus en plus affirmée du refus de construire un monde « occidental ». Rien n'est, bien entendu, linéaire ni tracé ; le refus de ce monde « occidental » et dominé par les États-Unis ne signifie pas automatiquement accord sur le rejet du capitalisme et la recherche de son dépassement.

Le recul de l'hégémonie américaine s'est traduit, en Amérique latine particulièrement, par le rejet des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale. Et la volonté du Brésil, de la Russie, de la Chine, de l'Afrique du Sud et de l'Inde, par la création d'une Banque d'investissement et de développement en juillet dernier, de se doter d'un instrument bancaire et de crédit émancipé de la domination du dollar et des institutions de Bretton Woods, montre à quel point cette domination et ce système ne font plus consensus, sauf parmi ceux qui ont entraîné leur pays dans une dépendance atlantiste en pensant en retirer des gains. Reste à savoir si cette contestation du dollar, du FMI et de la Banque mondiale remet en cause la logique même de domination et d'hégémonie. C'est un combat politique en soi.

« La banque de développement [des BRICS], basée à Shanghai, a pour objectif de financer de grands projets d'infrastructures dans les pays concernés et, à terme, dans d'autres émergents. Sa capitalisation de départ sera de 50 milliards de dollars, apportés par les cinq participants. A terme, sa force de frappe pourra atteindre les 100 milliards de dollars. Surtout, [et contrairement au FMI] elle n'assortira pas ses prêts de conditions contraignantes.

Les BRICS ont également signé un « accord-cadre » instaurant une réserve de change commune. Doté de 100 milliards de dollars, dont 41 milliards versés par la Chine, 18 milliards par l'Inde, le Brésil et la Russie et 5 milliards par l'Afrique du Sud, ce fonds pourrait être opérationnel dès 2015, ayant pour objectif de permettre à ses membres de se protéger en cas de nouvelle tempête sur leurs devises, comme celle déclenchée mi-2013 après l'annonce du changement de cap de la politique monétaire américaine. »²

Dans ce contexte, comment définir la stratégie russe ?

La Russie

Je partirais, si vous le voulez bien, de la crise ukrainienne qui, plus d'un an après Madien, continue de s'aiguiser avec de graves risques pour la paix en Europe, avec une dégradation des relations internationales et une relance de la notion de guerre froide avec la tentative d'isoler la Russie (G20 à Brisbane).

² . Le Monde, 16 juillet 2014.

Il n'y a eu aucune tentative réelle en 20 ans de construire un véritable partenariat avec la Russie considérée dorénavant comme un pays « qui pose un problème stratégique à l'UE » (Jean-Claude Juncker), voire même qui renouerait avec un rôle d'ennemi héréditaire de l'Occident (Barack Obama).

Les échanges commerciaux sont touchés par les sanctions contre Moscou, et les mesures de rétorsion prises en réponse à ces sanctions portent un coup à nos économies. Cette tension pose aussi la question des relations Kiev-Moscou dont les histoires et les cultures sont liées. Enfin, l'avenir de l'Ukraine et de son unité sont posés.

Cette crise a été marquée par l'absence de l'ONU, et le rôle de médiation de l'OSCE a été rendu de plus en plus difficile, l'OTAN prenant le pas sur une volonté de recours aux solutions diplomatiques. Tout cela a conduit à une stratégie de la tension, contre-productive.

La situation en Ukraine est en effet marquée par une persistance des affrontements dans l'Est du pays, notamment autour de l'aéroport de Donetsk, entre Kiev et les séparatistes, malgré un accord sur une trêve qui doit entrer en vigueur le 9 décembre. Les huit mois de conflit ont fait près de 4 700 morts et des centaines de milliers de réfugiés en Ukraine comme en Russie. Une première trêve conclue à Minsk le 5 septembre n'a jamais été respectée. Cet accord prévoyait un cessez-le-feu, un échange de prisonniers, un contrôle partagé de la frontière et l'amorce d'une solution politique offrant plus d'autonomie aux régions de l'Est ukrainien.

Dans ce cadre, les tentatives diplomatiques tendant à une véritable désescalade dont témoigne la rencontre impromptue Hollande-Poutine à Moscou ne pourront aboutir que si elles permettent de mettre toutes les cartes sur la table et de discuter de tous les contentieux existant entre les différentes parties en présence.

Paris et Moscou sont d'accord sur la nécessité de parvenir à un réel cessez-le-feu dans l'Est de l'Ukraine. Vladimir Poutine a affirmé que la Russie soutenait l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les relations entre le Kremlin et les autorités pro-russes mises en place à Donetsk et à Lougansk restent complexes.

A Kiev, la fuite en avant politique se poursuit après les élections à la Rada (26 octobre) où s'est formée une majorité de droite alliée à l'extrême droite et de plus en plus sous influence des États-Unis (avec la nomination au poste de ministre des Finances d'une Américaine d'origine ukrainienne ayant travaillé pour le Département d'État). Le président ukrainien Petro Porochenko, qui souhaite reprendre le processus d'adhésion à l'OTAN interrompu sous la présidence de Viktor Ianoukovitch, a proposé un référendum allant dans ce sens. Et Kiev a suspendu tous les salaires et tous les versements sociaux à la population du Donbass.

Devant cette situation, la dernière réunion de l'OTAN à Bruxelles, début décembre, où le raidissement des positions occidentales a été sensible (formation, début 2015, d'une force « intérimaire » avant la mise en place d'une force de projection rapide forte de 4 000 hommes), marque la volonté de l'OTAN de continuer sa marche forcée vers la Russie et l'espace de l'ex-URSS. Le discours à la nation de Poutine a constitué une réponse du berger à la bergère. Il a plaidé la souveraineté nationale russe au premier rang de ses priorités, pour défier « l'Occident » qui cherche à freiner la Russie par tous les moyens et stopper, selon lui, son développement.

Mais la situation économique en Russie du fait de la chute du baril de pétrole et de la crise ukrainienne provoque une inquiétude parmi les Russes. L'inflation atteint un taux de 9% avec une dépréciation du rouble de 60 % en un an entamant le pouvoir d'achat de la population, alors que quelque 125 milliards de dollars ont quitté la Russie. La croissance est également en berne. Les fonds de réserve sont de l'ordre de quelque 400 milliards de dollars, capables selon les plus optimistes de faire face à la crise, bien que beaucoup de Russes s'attendent à un avenir plus difficile.

Malgré tout, les sanctions ont joué l'effet inverse de celui escompté, provoquant la cohésion d'une majorité de Russes autour du Kremlin qui joue plus que jamais sur l'axe euro-asiatique en passant des accords de livraisons énergétiques avec la Chine ou avec la Turquie (dépendante à 50% de la Russie) avec le projet d'un nouveau tube du Blue Stream, et l'abandon du South Stream en direction de l'Europe du Sud du fait des sanctions.

Cette crise contribue à une montée inquiétante des nationalismes, constituant un risque potentiel d'un repli sur soi et d'un frein à l'ouverture de la Russie vers des réformes démocratiques, et accompagné d'un retour aux valeurs du patriotisme à travers les médias russes de plus en plus sous contrôle. Et l'on peut maintenant observer au grand jour des relations que l'on soupçonnait de la Douma avec des formations d'extrême droite en Europe (FN, Marine Le Pen reçue à Moscou, deux députés de la Chambre basse présents au congrès lepéniste, prêt à ce parti d'une banque contrôlée par Moscou, la First CzechRussian Bank).

Du côté ukrainien, on assiste depuis le début de la crise à une montée des exactions néofascistes à des relents d'ultra nationalisme et d'exaltation des Banderistes avec la volonté d'effacer tout le passé de la lutte de l'Armée rouge et des Partisans contre les occupants nazis. Parallèlement, le parti communiste a été éliminé du Parlement et est menacé d'interdiction.

Ardente partisane elle aussi de la « guerre contre le terrorisme », la Russie sous l'autorité de Vladimir Poutine a moins cherché à « reconstituer » l'ex-URSS qu'à s'assurer d'un rôle leader en Europe et en Asie pour accroître et consolider sa puissance au plan mondial. Cette ambition est insupportable pour ses concurrents européens et américains, comme l'est celle de la Chine en Asie et sa puissance économique mondiale.

La logique de puissance et d'épreuve de forces usitée par les acteurs étatiques ne leur permet à aucun de prendre le dessus car tous sont confrontés à des acteurs et éléments nouveaux que cette logique est incapable de prendre en compte.

L'hégémonie américaine, encore dominante, est pour sa part largement contestée et des initiatives sont prises pour l'affaiblir. Ces initiatives essaient de tirer parti des erreurs stratégiques atlantistes, en particulier celle de tenter d'isoler la Russie, tout en ne tenant pas compte de l'affaiblissement de sa propre puissance.

Hégémonie américaine en déclin

Bien qu'en recul, l'hégémonie américaine reste dominante. L'élargissement de l'OTAN lui a permis d'intégrer à sa stratégie politique et militaire de nouveaux pays, en particulier de l'ancien bloc de l'Est, et même de soumettre, depuis 2003, l'Union européenne elle-même qui a fondé sa politique de

sécurité et de défense sur les orientations de l'OTAN en s'engageant dans un partenariat stratégique avec l'Alliance.

L'hégémonie américaine est aux origines de la déstabilisation de régions entières, à commencer par le Proche et Moyen-Orient et l'Afrique de l'Ouest à l'Est. Cette hégémonie a mis en œuvre une stratégie à courte vue ayant pour dessein une recomposition de l'espace moyen-oriental en particulier, favorisant et encourageant l'émergence et le développement de forces obscurantistes, ces « entrepreneurs de guerre » qui mêlent fanatismes religieux, trafics et conquêtes territoriales. Leur émergence est à rapprocher de celle de criminels en cols blancs que la mondialisation capitaliste, sa financiarisation et sa dérégulation ont favorisés – sur laquelle je reviendrai dans un instant.

La notion de terrorisme international a été inventée aux États-Unis dans les années 1980 par des journalistes, des « experts » ad hoc auto-proclamés et des politiciens accusant l'Union soviétique de l'entraîner, de le financer et de l'équiper³. Elle est donc d'abord un produit idéologique de la guerre froide.

En 1986, les Américains reprennent à leur compte « la doctrine israélienne des représailles / dissuasion » en bombardant la Libye en réaction à un attentat à Berlin. Ils réitèrent en 1988 contre al-Qaida au Soudan et en Afghanistan, c'était donc il y a 26 ans déjà...

Pour l'historien Henry Laurens, « l'effondrement de l'Union soviétique a conduit à une véritable débandade des experts en terrorisme, privés de l'ennemi à combattre. Il a fallu trouver de nouvelles conspirations. (...) Dès le début des années 1990, le nouvel ennemi a été désigné : le jihad islamique contre l'ordre judéo-chrétien. » Tout cela, 3 ans avant les premiers attentats du World Trade Center de 1993 et bien sûr bien avant les attentats de septembre 2001. Et, ajoute Henry Laurens, « la guerre dite préventive d'Irak a marqué un retournement. Elle a offert un champ de bataille rêvé pour le jihad international qui a en même temps ouvert un second front dans la péninsule arabe. (...) Les guerres d'Irak et d'Afghanistan ont montré combien le jihad international a réussi à s'inscrire dans des systèmes tribaux en crise.⁴ » « Réponse sunnite à la Révolution islamique iranienne de 1979 (...) et fruit de la mobilisation opérée à la suite de l'invasion soviétique de l'Afghanistan (...) les *freedom fighters* [ou djihadistes et moudjahidines] se sont ensuite retournés contre ceux qui les avaient patronnés et financés, les États-Unis et l'Arabie saoudite⁵. »

Par conséquent, non seulement la « guerre contre le terrorisme » est incapable « d'anéantir » selon ses termes les djihadistes mais elle les renforce et accélère leur développement sur des terres et dans des pays aux richesses immenses mais en crise profonde, laminés par l'exploitation, les humiliations, la pauvreté, dans des zones surarmées et dont les États ont été affaiblis au point, pour certains, de s'effondrer totalement.

3 . Henry Laurens, Mireille Delmas-Marty, *Terrorismes. Histoire et droit*, CNRS Éditions, coll. « Biblis », 2^e éd. 2013, p. 339.

4 . *Ibidem*, pp. 340-341.

5 . *Ibidem*, p. 58.

Proche et Moyen-Orient

La région du Proche et Moyen-Orient traverse aujourd'hui une crise profonde et concentre de nombreux foyers d'affrontement qui font d'elle une zone de haute conflictualité. A l'origine de cette situation, tant des raisons internes qui tiennent à son histoire récente qu'à des raisons externes, interférant dans cette histoire, parmi lesquelles : a) les conséquences des interventions étrangères qui n'ont fait qu'exacerber les contradictions et nourrir de nouveaux conflits (Irak 2003 – Libye 2011) ; b) le dévoiement des mouvements de contestation populaire et aspirations au changement.

Au centre de ces crises se trouve le rejet par les peuples de la région, exprimé en 2011 (en Tunisie, en Égypte, en Syrie...) des régimes autoritaires, dictatoriaux et corrompus, mais aussi de l'interventionnisme « occidental » qui n'a jamais cessé, depuis des décennies, considérant cette région comme une zone stratégique pour sa « sécurité énergétique » et relevant de son autorité pour laquelle il s'assure d'alliés réfractaires au mouvement démocratique de la région comme l'Arabie saoudite – laquelle joue à plein sa carte dans la guerre économique en faisant sa loi sur le prix du baril, le Qatar, la Turquie, Israël...

La montée en puissance du confessionnalisme et du djihadisme armé, utiles hier à briser les mouvements émancipateurs, menace directement des États en fragilisant leur structure, comme ce fut le cas en Irak, mais aussi maintenant au Liban, et participe à la tentative de recomposition du Proche et Moyen-Orient. La concurrence inter-religieuse entre puissances régionales sunnites et chiites masque des enjeux géopolitiques.

Dans toute la région, les forces émancipatrices et progressistes ont été considérablement affaiblies, et les voies de la paix par la reconnaissance de l'État palestinien ou le soutien au processus démocratique des Kurdes et populations du Rojaïa et de l'Anatolie du Sud-Est systématiquement combattues. Sortir de cette situation ne peut passer que par l'engagement d'un dialogue politique entre États, et avec la prise en compte du rôle politique des Palestiniens et des Kurdes.

La « guerre contre le terrorisme » ne fait pas une stratégie et une politique extérieure. C'est la raison pour laquelle nous avons dit et nous réaffirmons que la lutte contre cette violence obscurantiste et inhumaine passe moins par les interventions militaires que par l'action politique et économique, la volonté politique de tarir les sources de l'obscurantisme, une mobilisation exceptionnelle pour l'aide au développement et l'appui aux forces démocratiques et progressistes qui sont les seules à résister à la double menace que constituent l'interventionnisme atlantiste d'une part, et la violence obscurantiste d'autre part.

C'est parce que l'hégémonie américaine est en partie le problème de cette région qu'elle ne peut en être la solution et qu'elle est en échec au regard de ses propres objectifs. Ce sont peut-être particulièrement les initiatives du président Obama en août dernier pour monter une coalition contre l'Organisation de l'État islamique tout en reconnaissant l'absence de stratégie réelle à mettre en œuvre d'une part, et d'autre part les évolutions de la crise ukrainienne qui ont mis au grand jour le déclin de l'hégémonie américaine.

La société américaine elle-même est en crise. Même si le pays connaît un moment de reprise avec la création de plus de 320 000 emplois non agricoles et une hausse de salaires, certes inférieure à la

croissance, les mobilisations nées de la tragédie de Ferguson confirment non seulement l'ampleur des inégalités et dysfonctionnements de la société américaine mais aussi la colère et l'exaspération d'une partie grandissante de son peuple, bien qu'elle soit privée de débouché politique transformateur. Il est toujours stupéfiant de constater le peu de cas qui est fait dans les médias et les commentaires politiques des événements de Ferguson depuis 6 mois. Certains pensent traiter le sujet en évoquant les paradoxes de l'élection du premier président noir de la première puissance mondiale et la survivance de la discrimination et du racisme. Le véritable paradoxe est le fossé pour les Américains eux-mêmes qui existe entre l'image et la réalité, l'image d'une nation qui prétend imposer à tous son modèle de société exemplaire et la réalité d'une société en souffrance sociale profonde et au système politique verrouillé.

Avec la fin de la guerre froide, et dans un contexte d'offensive néolibérale, c'est la politique de la peur qui a conditionné les relations internationales – provoquant au passage aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne, des reculs démocratiques en matière de droits et libertés sans précédents depuis 1945. Et cette politique est non seulement néfaste mais en échec patent car elle est inadaptée à un monde plus interdépendant et donc potentiellement plus solidaire.

Le mouvement d'offensive néolibérale a également imposé des initiatives internationales illégitimes qui ont pris le pas sur les instances multilatérales légales et fondées sur le principe d'égalité des peuples et des nations devant le droit international – qui est lui-même le fruit d'un rapport de forces.

Les Sommets des G7 puis G20 se sont accaparé les enjeux économiques, en excluant les représentants des trois-quarts des peuples de la planète de ces cercles de décisions autoproclamés et d'entre soi, au détriment notamment de l'ONU et de ses agences qui ont été systématiquement disqualifiées en la matière.

L'ONU a, qui plus est, été discréditée en justifiant des interventions militaires ou des blocus qui ont mis à genoux des peuples entiers comme le peuple irakien. La prise de pouvoir de la finance sur la politique compromet l'existence même d'institutions multilatérales dans un moment historique où les puissances sont confrontées à leur impuissance⁶ sur la scène internationale, à des crises de société profondes et à leur absence de vision d'avenir.

Des relations internationales entravées par des acteurs non-étatiques aux intérêts particuliers

Qui fait la politique extérieure des États-Unis ? Pas ses citoyens, loin s'en faut, pas plus que son seul personnel politique. Les firmes multi- et transnationales sont désormais des décideurs qui exercent leur influence aussi sur la scène internationale. Plus aucun président, et c'est vrai de tous les présidents de la planète, ne se déplace en visite officielle sans être entouré de représentants et de dirigeants de grosses entreprises, lesquels traitent d'ailleurs de plus en plus directement avec des chefs d'État que bien souvent ils méprisent, pour peu que leur chiffre d'affaires dépassent le PIB du pays de leur hôte.

L'offensive néolibérale et la financiarisation de l'économie ont donné les pleins pouvoirs à des consortiums qui ne représentent pas les intérêts d'une nation mais qui estiment en faire la

6 . Bertrand Badie, *L'impuissance de la puissance*, CNRS-Éditions, coll. « Biblis », 2^e éd., 2013.

« réputation ». La dérégulation, l'expansion du libre-échange et la domination mondiale de la finance qui cherche à s'affranchir de toute souveraineté des États ont donné naissance à une criminalité en cols blancs qui joue avec les économies de pays entiers et passe allègrement dans les zones grises des blanchiments d'argent des narcotrafics et de la corruption.

Une étude publiée en 2011 par trois chercheurs suisses de l'École polytechnique de Zurich révèle que *« les participations de 737 firmes dans les autres entreprises du réseau mondial leur permettent de contrôler 80 % de la valeur, mesurée par le chiffre d'affaires, de la totalité du réseau. Surtout, 147 firmes contrôlent 40 % de cette valeur totale. Les trois-quarts de ces 147 appartiennent au secteur financier : banques, assureurs, fonds d'investissements, etc. L'ampleur des participations leur permet de se contrôler mutuellement, ce qui en fait donc une "super entité économique dans le réseau global des grandes sociétés". On serait en présence non de la domination directe de l'économie et de la finance mondiales par un nombre restreint de multinationales puissantes, mais plutôt d'un contrôle sur d'autres firmes via une toile de relations de détentions directes ou indirectes qui s'étend sur de multiples pays. »*⁷

Cela révèle qu'un nombre très limité d'individus forme une oligarchie dans les mains de laquelle se concentre le contrôle du capital. Cette oligarchie, pour faire du chiffre, doit toujours agrandir son réseau d'influence et de connivence. Et l'influence, ça s'achète.

Si la corruption des classes dirigeantes, des élites, est devenue un phénomène planétaire préoccupant, quotidiennement présent dans l'espace médiatique, c'est parce qu'il s'est développé au point de poser en grand un problème démocratique, et parce qu'endémique elle est devenue un des éléments de la crise politique, démocratique et institutionnelle que traversent les peuples sur tous les continents.

Les manifestations qui ont donné lieu à la fuite de Blaise Compaoré au Burkina Faso, celles qui au Mexique continuent de réclamer vérité et justice pour les 43 étudiants disparus et la crise politique qu'elles ont engendrée pour le parti au pouvoir montrent que les peuples peuvent gripper cette machine devenue si complexe.

Traité uniquement sur un plan moral, le thème de la lutte contre la corruption donne lieu à des réponses politiques démagogiques : les élites, mais par extension les militants politiques, les élus qui sont en bloc assimilés aux élites, sont contestés, et il suffirait d'en changer pour résoudre le problème. Or, avec le capitalisme financiarisé et sa domination, la corruption est devenu un rouage systémique. C'est donc bien là le cœur de l'affrontement.

C'est une question politique qui nous affecte de plein fouet en France et en Europe, et que nous devons traiter dans nos interventions au plan national comme international car, je l'ai dit, les démagogues en font leur miel et peuvent réussir à détourner les aspirations démocratiques populaires vers des impasses régressives et autoritaires.

*

⁷ . Jean-François Gayraud, *Le nouveau capitalisme criminel*, Odile Jacob, 2014, p. 283.

Dans ce contexte et ces évolutions internationales, la politique extérieure de la France a manqué, en les méprisant, les tournants historiques de ce début de siècle.

Les erreurs et impasses de la politique extérieure française

La politique internationale de la France n'est pas une politique extérieure mais une politique étrangère sans vision, sans ambition, entièrement dictée par les orientations politiques de l'OTAN, enfermée dans des carcans idéologiques hérités du XIX^e siècle – le président français n'a-t-il pas, en plaidant pour des bombardements en Syrie en septembre 2013, invoquer la « responsabilité de punir » ?

Les dirigeants actuels de la France considèrent que le rôle de notre pays est, dans les données de la mondialisation capitaliste, de garantir son statut de « puissance d'influence », non pour remettre en cause les logiques de domination mais pour en tirer le meilleur parti possible. Le monde serait trop complexe, trop « brouillé », trop dangereux pour se passer d'un leader mondial et de leaders régionaux.

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et co-auteur de la Charte des Nations unies, pays hôte de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe, membre fondateur de l'Union européenne dont elle abrite le Parlement à Strasbourg, co-fondatrice et pilier de l'Organisation internationale de la Francophonie, la France occupe au plan économique le 5e rang des puissances mondiales, mais que fait-elle de la place qui est la sienne dans ces instances et institutions internationales ?

La liste des erreurs, des errements et des impasses de cette politique est très longue, je veux en pointer 5 essentiels :

- En Europe, l'abandon de toute ambition de renégociation du Pacte budgétaire et de refondation de l'UE, et son absence de combativité sur le dossier du Traité transatlantique.
- Toujours en Europe, la part prise à une logique d'épreuve de force avec la Russie et de passage en force de l'accord d'association de l'Ukraine avec l'UE qui a nourri la crise ukrainienne.

Au Proche et au Moyen-Orient, son alignement sur la politique de Benjamin Netanyahu en Israël, sur celle d'Erdogan en Turquie, sur celle de l'Arabie saoudite qui ne veut pas d'un accord sur le nucléaire civil avec l'Iran, enfin son ambition belliciste face à la crise syrienne et son jeu trouble en Tunisie puis en Égypte abandonnant les forces progressistes.

- En Afrique, encore et toujours considérée comme « zone d'intervention prioritaire » de l'Ouest à l'Est du continent, le refus de s'attaquer au véritable problème de la dépendance des économies de l'Afrique francophone vis-à-vis de la France, du fardeau pour ces économies du Franc-CFA accru depuis le passage à l'euro, de l'affaiblissement des États dont les ressources nationales ont drastiquement diminué avec les années d'ajustement structurel, et le refus de se tourner vers l'Afrique anglophone et lusophone ou même de soutenir les militants des droits de l'homme et la démocratie dans les dictatures et régimes autoritaires comme le Tchad ou Djibouti qui accueillent des bases militaires françaises ou appuient son action sur le terrain.

- Vis-à-vis de l'Amérique latine et de l'Asie-Pacifique, enfin, le refus de saisir les opportunités de construire de nouveaux types de partenariats au moment où les pays émergents, je l'ai dit, travaillent à de nouveaux instruments de développement et de coopération.

Sans aucune contestation de l'ordre existant, cette politique est une suite d'actions (ou d'inactions) au coup par coup, clientéliste et le plus souvent arrogante. La mission centrale de notre diplomatie serait de permettre la conquête de parts de marché et la gestion d'une certaine « stabilité ». Non seulement cette politique ne donne pas les résultats recherchés mais elle n'offre aucune perspective. Elle ne fonctionne pas sur des principes politiques mais sur des émotions, des leçons de morale, des valeurs archaïques et rétrogrades, des considérations mercantiles.

Depuis son retour dans le commandement intégré de l'OTAN, notre pays n'a plus ni véritable visée propre de politique extérieure, ni stratégie de défense indépendante. Une liaison dangereuse a même été établie entre le concept de défense et celui de sécurité intérieure. La politique de défense nationale se réfère à l'« Europe de la défense » pour mieux s'enfermer dans une communauté occidentale « de valeurs et d'intérêts » entièrement sous contrôle de l'OTAN. Cette politique a appauvri la pensée stratégique et géopolitique de notre pays ; elle a même créé du vide stratégique.

Nous sommes confrontés au paradoxe de voir une armée française qui, depuis la fin de la guerre d'Algérie, n'est jamais autant intervenue à l'extérieur des frontières de notre pays, et pourtant qui n'a jamais été aussi paupérisée et aussi peu en situation d'assurer la défense du territoire national. Et permettez-moi d'en dire un mot.

Nous sommes, en effet, passés en moins de 20 ans d'une armée de conscription dont la fonction était la défense du territoire national à une armée professionnelle en voie de privatisation, intégrée à l'OTAN et dont les derniers moyens sont concentrés sur les opérations extérieures, la dissuasion et le renseignement. Pour la première fois depuis le XV^e siècle, l'État perd le « monopole de la violence armée » et cède légalement le droit à des sociétés de mercenaires, équipés d'armes de guerre, d'assurer la protection des navires voguant pour le compte d'armateurs français. De même, des compagnies françaises comme Areva ou Total, sous couvert de sécurité, entretiennent de véritables armées privées en Afrique.

Dans le même temps, le budget de la défense hors pension est passé de 3 % du PIB en 1983 à 1,5 % du PIB, c'est-à-dire aux limites du nécessaire requis. La professionnalisation, l'externalisation au privé, les partenariats public-privé et la réintégration à l'OTAN ont été un véritable gouffre financier. Résultat : une armée mal équipée, une armée mal payée et une armée où les déroulements de carrière sont bloqués et avec un plan social qui prévoit la suppression de 34 000 emplois d'ici à 2019. Nous avons une armée qui va mal, dont les cadres les plus brillants votent par dépit et dont la masse est de plus en plus sensible aux chants de sirènes du FN.

Face à cette défaite de la pensée et de la volonté politique, nous voulons mettre en débat dans la société française une conception de la défense nationale qui permettrait à la fois de protéger notre pays et notre peuple, et d'avancer résolument vers un monde plus juste et plus solidaire en faisant progresser, de manière multilatérale, la paix et le désarmement.

Au XXI^e siècle, au temps de la mondialisation des échanges, de la révolution numérique, de la raréfaction des matières premières, des crises climatiques, de la transition énergétique, une politique de défense assurant la paix et la souveraineté à notre peuple n'est pas uniquement une question militaire. On ne peut mettre en œuvre une politique de défense sans penser sécurité pour tous, et donc éducation, recherche et développement, politique industrielle et technologique, santé, démographie, agriculture, maîtrise et protection des ressources naturelles... Notre pays doit se réapproprier une politique et une stratégie de défense républicaines.

C'est pourquoi, dans un monde où de nouveaux dangers se conjuguent à de nouvelles solidarités et à de nouveaux possibles, nous avons besoin d'urgence d'un vrai débat politique sur les questions de défense et de sécurité collective débouchant sur de nouvelles institutions. Dans un siècle comme le nôtre, il n'est plus possible qu'un homme seul, le président de la République, décide de l'emploi de la force armée, de l'entrée en guerre ou de l'usage du feu nucléaire.

Oui, il faut ouvrir le débat sur la défense. Il faut parler de sécurité collective « euro-méditerranéenne » et de cadre de coopération et de sécurité commune de l'Atlantique à l'Oural, plutôt que de « défense européenne », et porter l'exigence de faire de l'Europe une zone dénucléarisée. Il faut porter l'exigence de sortie de l'OTAN et de dissolution de cette organisation belliciste. Il faut ouvrir la question du lien armée-nation dans un cadre de renationalisation-déprofessionnalisation de l'armée et de la création d'un pôle public des industries de défense, avec comme ambition une véritable politique de diversification et de reconversion vers le civil au fur et à mesure des progrès du désarmement multilatéral. Il s'agit aussi de refuser le service civique de François Hollande qui s'apparente à la corvée médiévale et de reposer la question de la contribution dans des formes nouvelles de chaque citoyen et citoyenne à la défense de son pays et de valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

La France pourrait prendre quatre initiatives : agir pour une réforme et une démocratisation de l'ONU, sortir de l'OTAN tout en prenant publiquement position pour faire de l'Europe une zone dénucléarisée, refonder sa politique de partenariats et ouvrir le débat et la concertation avec les pays membres de l'UE et avec le Parlement européen pour engager une refondation des traités européens.

Dans ces conditions, notre responsabilité est de faire renaître l'espoir, la volonté et la confiance dans un monde de paix et de solidarité et de participer dès maintenant à construire les voies pour y parvenir en appuyant et en prenant toutes les initiatives qui vont dans ce sens.

L'action du PCF, propositions et axes de travail

J'énoncerai ici les grands axes du travail dans lequel nous sommes engagés, ainsi qu'un certain nombre de propositions.

Je veux d'abord dire quelques mots de la façon dont le secteur international est organisé. Ce secteur a pour vocation de nourrir le débat politique, d'encourager la prise d'initiatives et la mise en mouvement, d'instruire les analyses et positions des communistes et de leur direction.

Une commission des relations internationales (une quarantaine de membres) se réunit tous les quinze jours pour y travailler, et toutes les semaines les responsables de collectifs de travail, commissions et réseaux travaillent en réunion d'animation. Notre activité couvre 5 zones géographiques ou régions : l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie, l'Europe, le Proche et le Moyen-Orient, auxquels il faut ajouter les Caraïbes-océan Indien ; dispositif complété par deux réseaux : le réseau PCF-Kurdistan et le réseau PCF-Palestine, tous deux coordonnés par une membre du CN, ainsi que le suivi par des camarades à titre individuel de l'actualité des USA, de la Turquie, de l'Ukraine et la Russie, de l'Afghanistan, de la Chine, du Vietnam pour citer les principaux.

Depuis le dernier congrès, le secteur couvre également le réseau des Français de l'étranger, et la commission Défense nationale-Paix-Sécurité-Désarmement coordonnée par Yann Le Pollotec, développe son action pour la paix sous l'impulsion de Mélanie Tzagouris. Un collectif Europe animé par Gilles Garnier et Anne Sabourin travaille à la mise en œuvre par le Parti des initiatives prises par le Parti de la gauche européenne que nous présidons, à travers Pierre, depuis 2010, et aux liens avec les partis européens qui ne sont pas membres du PGE ou de la GUE.

Nous travaillons ponctuellement ou dans la durée avec plusieurs secteurs du CN : environnement-énergie-écologie, économie, droits des femmes, agriculture, ainsi qu'avec nos parlementaires, en particulier ceux qui siègent aux commissions des Affaires étrangères et de la Défense nationale, et les fondations et groupes ou revues de recherches : Fondation Gabriel-Péri, LEM, Transform!, Recherches internationales.

Un bulletin mensuel – la Lettre des relations internationales – paraît sous forme numérique. Il demande, comme pour toutes les publications des secteurs de travail du Parti, à être beaucoup mieux diffusé dans le Parti même – les circuits actuels d'information des communistes demandent à être réorganisés.

Toute notre action, je le répète, est irriguée du combat pour la paix et la solidarité.

La paix signifie la sécurité en tous domaines, droits et justice, mais à lui seul le combat pour la paix appelle des initiatives qui ont trait aux enjeux de désarmement et dénucléarisation :

- C'est le sens d'abord de notre participation du 23 avril au 2 mai à New York, à la délégation française qui se rendra à la conférence du traité de non-prolifération des armes nucléaires. La délégation est organisée par le Réseau ICAN auquel nous participons.
- C'est le sens ensuite de la délégation du PCF conduite par Pierre Laurent que nous organisons en août au 70e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki. Très important anniversaire en raison du contexte international mais aussi des changements constitutionnels imposés au Japon, sous pression des États-Unis, pour autoriser les « forces d'auto-défense », c'est-à-dire l'armée japonaise depuis 1945, à intervenir à l'extérieur du pays, notamment dans le cadre d'action de l'OTAN.
- Ancrer dans la durée la date du 21 septembre, journée mondiale de la paix, comme un moment de débat et de mobilisation populaire.

- Il faut aussi créer les conditions d'un débat sur la force nucléaire française en posant sans caricature et sans raccourci à nos compatriotes le problème dans toute sa complexité autour de six questions :
 1. En l'état actuel du monde, l'existence d'une force nucléaire française sous la seule responsabilité de notre pays est-elle une garantie de l'indépendance de la défense française ?
 2. La force nucléaire française constitue-t-elle par son existence une protection efficace face à des menaces actuelles, potentielles et à venir qui pèsent ou pèseront sur notre pays ?
 3. Comment faire du démantèlement de tout ou partie de l'arsenal nucléaire français un moyen pour lutter contre la prolifération et agir pour le désarmement nucléaire et la sécurité du monde ?
 4. Dans la situation géopolitique contemporaine, le fait pour la France de renoncer unilatéralement à l'arme nucléaire ne la conduirait-elle pas à se placer de facto sous les fourches caudines du parapluie nucléaire américain ?
 5. Quels seraient le coût et le format d'une armée capable d'assurer la protection du territoire sans la force nucléaire ?
 6. A l'heure de la mondialisation et des premières conséquences de la crise écologique, l'existence de l'arme nucléaire ne constitue-t-elle pas un danger insupportable de destruction pour l'humanité tout entière ?

*

Nos axes de travail ne sont pas étanches, bien entendu, ils s'articulent en permanence mais pour en donner une vision claire je vous les présente et les détaille en trois parties.

Premier axe – Le soutien aux forces transformatrices et aux luttes des peuples pour leur émancipation, le travail de rassemblement de ces forces.

Je n'explique pas les motifs de notre engagement et en précise point par point le contenu :

- D'abord **avec les forces et peuples du Maghreb, Proche et Moyen Orient** :

- Nos priorités d'action vont au **peuple palestinien** dont la lutte est le principal point d'appui pour un possible changement d'époque au Proche et Moyen-Orient, et à la reconnaissance des droits politiques et culturels des Kurdes partout où ils vivent, et la solidarité avec les **Kurdes** qui, par les projets et expériences politiques laïcs, démocratiques, non confessionnels et multiculturels qu'ils impulsent dans la province syrienne du Rojaïa sous l'impulsion du PYD, comme en Turquie dans les municipalités dirigées par les forces du BDP et HDP, offrent un second point d'appui à une alternative progressiste dans la région.

Nous avons pour cela édité du matériel pour l'action de masse :

1. Fascicule, affiches, autocollants, car avec la bataille pour la reconnaissance de l'État palestinien, nous voulons donner une impulsion populaire à la bataille pour la libération des prisonniers politiques palestiniens et à la bataille des sanctions contre Israël.
2. L'urgence de l'ouverture d'un corridor humanitaire vers Kobané et l'appui aux municipalités qui accueillent les réfugiés (autocollants et un 4pages), de retrait du PKK des listes des organisations terroristes de l'UE, de reprises en Turquie des négociations de paix, mais aussi l'appui à l'émissaire de l'ONU sur la Syrie et à la mise en œuvre d'un vrai processus de négociations d'un cessez-le-feu et d'une transition démocratique en Syrie. Et nous appelons largement à la manifestation du 10 janvier marquant le 2^e anniversaire de l'assassinat des trois militantes kurdes à Paris.
 - Nous voulons aussi renforcer notre soutien aux forces démocratiques et de progrès **irakiennes** pour la reconstruction d'un État laïc et démocratique en Irak et aux forces progressistes **libanaises** dont le pays est touché par les combats en Irak et en Syrie et isolé dans son effort d'accueil des réfugiés.
 - Enfin, nous voulons porter également à un niveau de mobilisation populaire l'exigence d'un plan de **dénucléarisation** et de démilitarisation des factions armées en faisant pression sur les bailleurs de fonds, soutiens politiques, pourvoyeurs d'armes et de troupes, et clients du pétrole contrôlé par ces factions que sont les pétromonarchies et la Turquie.

De ce point de vue, nous portons la proposition de relancer la tenue d'une Conférence internationale sur la dénucléarisation de la région et l'exigence d'aboutir à un accord entre les 5 + 1 et l'Iran.

- Avec nos camarades de toutes les forces du Maghreb nous voulons porter le fer sur les **accords UE/France/Maghreb** pour en faire des outils de développement et non de domination.

- En Afrique :

- Compte tenu du redéploiement des forces françaises avec l'opération Barkhane, mais aussi des forts liens de coopération décentralisée et des liens que nous entretenons avec la diaspora malienne, nous avons créé au sein de notre collectif Afrique du secteur international un groupe de travail spécifique sur le **Mali**, qui en resserrant nos liens avec les forces progressistes maliennes s'est donné pour objectif de contribuer à appuyer les efforts de reconstruction, de souveraineté et de cohésion du Mali. Cette contribution passe notamment par l'impulsion d'une coordination des échanges entre tous les acteurs de la coopération décentralisée.
- La solidarité avec le peuple **sahraoui** porté pour l'essentiel par les femmes, l'exigence de la libération des prisonniers politiques (nous avons participé à la production d'un film qui permettra de rythmer la bataille dans les fédérations et départements).

- Nous demeurons également attentifs et à l'écoute de toutes les forces **centrafricaines** et **burkinabè** dans leurs luttes, et nous sommes au travail pour soutenir les efforts de la gauche africaine dans sa volonté de rassemblement.

- En Amérique latine :

- Sous l'impulsion de Pierre Laurent et au travers de deux délégations qu'il a conduites à Cuba, au Venezuela, au Brésil, en Uruguay, au Nicaragua, et d'une troisième délégation qu'il conduira à partir du 14 en Équateur, Bolivie et Chili, nous voulons déployer notre intervention et aider quatre batailles à franchir un palier de mobilisation en France : outre la lutte contre Texaco-Chevron et contre les fonds vautours sur lesquelles je reviendrai dans un instant, il s'agit du combat pour la paix en **Colombie** et de la solidarité avec **Cuba** contre l'embargo et pour les Cinq de Miami – plusieurs initiatives ont été engagées en ce sens dont le séminaire et colloque co-organisé en juin dernier avec nos camarades cubains, il s'agit pour nous de franchir une étape d'élargissement militante.

- En Europe :

- **Sur la situation en Ukraine :** Nous voulons pousser l'action pour que la France aide à réactiver le protocole de Minsk et son contenu, à relancer le dialogue avec la Russie et travailler à des solutions de désescalade du conflit autour de l'idée d'une neutralité de l'Ukraine et d'une relance d'un projet fédéral pour restaurer l'unité de ce pays.

Nous allons nous saisir du 40e anniversaire des accords d'Helsinki en 2015 pour appuyer l'idée – dans le contexte d'aujourd'hui – d'une Conférence paneuropéenne sur la coopération et la sécurité en Europe (un « Helsinki II »), et le désengagement de l'Otan.

- Participation aux Forums sociaux mondiaux, aux Rencontres internationales des partis communistes et ouvriers :

- Nous participons autant que nos moyens nous le permettent à toutes les rencontres auxquelles nous sommes conviés en y apportant notre contribution politique et notre volonté de rassemblement. C'est dans cet esprit que nous avons participé et que nous participerons aux Rencontres internationales des partis communistes et ouvriers.

La prochaine édition du FSM se déroulera pour nous en pleine période électorale, reste que c'est un événement incontournable des forces de progrès, menacé d'ailleurs par des ennemis de nos adversaires qui ne sont pas nos amis et auquel il est inconcevable de laisser le terrain.

Le FSM 2015 aura lieu pour la deuxième fois en Tunisie où les forces de gauche ont besoin de solidarité internationale. Nous voulons créer les conditions d'une participation active de notre part au travers d'un atelier ou séminaire organisé par nos soins.

- **Forum de Sao Paolo**

- Notre participation au Forum de Sao Paulo depuis plusieurs années a permis de faire avancer nos relations avec l'ensemble des forces progressistes du continent. C'est un

espace de convergences au sein duquel nous approfondissons avec nos interlocuteurs dont une grande partie sont aux responsabilités dans leur pays le débat sur les évolutions des équilibres mondiaux, la nécessité d'initiatives conjointes entre nos deux continents. Nous pensons que dans l'esprit des Rencontres Amérique latine-Europe de 2010 nous pourrions maintenant déboucher sur une relation de travail et de débat régulier dont il s'agit de décider ensemble du cadre, méthodes de travail et des contenus.

- **Forum européen des alternatives et la refondation de l'Europe**

- J'ai insuffisamment parlé des enjeux de refondation de l'Union européenne, je l'aborderai uniquement par le biais de l'organisation à Paris les 30 et 31 mai prochain du Forum européen des alternatives décidée par le PGE.

- Nous voulons créer un nouvel espace politique, ouvert à toutes les forces politiques, sociales et syndicales qui veulent travailler avec nous à :

Réunir des forces politiques de tous les pays européens, des forces sociales, syndicales, des intellectuels, des citoyens...

Dépasser la seule critique commune et construire des convergences sur les solutions

Prouver qu'une alternative européenne est possible et qu'elle est en marche.

- Objectifs français dans le contexte du 10e anniversaire du NON au TCE :

Créditer l'idée d'alternative politique en France : solutions et rassemblement

Faire passer un message sur la politique européenne de la France

Envoyer un signal positif, d'espoir dans cette situation de crise.

- Grands axes

Sortir de l'austérité et du néolibéralisme, priorité à l'emploi et au développement social et écologique

Rendre les pouvoirs politiques et économiques aux citoyens

Coopérer pour la paix et des échanges justes avec le monde (bataille contre Frontex)

Quelle stratégie, quelle coordination des forces pour refonder l'Europe ?

- Dans le même esprit, nous serons partie prenante du **Forum du Sud qui se tiendra les 24 et 25 janvier à Barcelone**

Deuxième axe – Le combat pour une nouvelle architecture mondiale, le multilatéralisme, la définanciarisation de la mondialisation et la refondation de l'Union européenne.

- **Mobilisation contre TAFTA** : Nous voulons en faire un des axes prioritaires de la bataille des communistes dans les mois à venir avec la mise à disposition d'un matériel militant qui s'articulera à la préparation du Forum européen des alternatives.

Notre action port : 1) contre le caractère secret des négociations, 2) contre l'objectif de subordination des États aux multinationales.

- Bataille contre les fonds vautours, mais aussi l'extraterritorialité de la Justice américaine :

- Avec les progressistes **argentins**, nous pouvons converger sur la question de la dette en nous engageant à leurs côtés dans la bataille contre les Fonds vautours qui sont l'expression du pouvoir que le capital financier entend exercer contre les peuples. La France a voté contre à l'ONU une résolution portée en ce sens ; une pression populaire mobilisée sur le bénéfice pour la France elle-même de gagner cette bataille peut modifier le rapport de force.
- Avec **Cuba** et en appui à la bataille pour la fin du blocus, il s'agit de mobiliser contre des lois votées par le Congrès des États-Unis qui menacent, en violation de la souveraineté des États et du droit international, de sanctions tous ceux, États et entreprises, qui investissent et ont des relations commerciales avec Cuba.

Les sanctions prises dernièrement par la justice états-unienne contre BNP–Paribas à qui elle a imposé une amende de 9 milliards de dollars ne sont pas acceptables. La position peu courageuse prise par le gouvernement français est préoccupante et donne l'image d'une France prête à accepter des mesures injustes qui affaiblissent le droit international et l'autorité de la France dans le monde.

- Enfin, il faut souligner le travail engagé via le secteur Agriculture avec les forces de Cuba et du Brésil sur les enjeux de **souveraineté alimentaire, de développement et de coopération**.

- 70e anniversaire de la Charte des Nations unies et de la création de l'ONU :

- Nous éditerons au printemps prochain une brochure inédite portant proposition d'une réforme démocratique de l'ONU, et voulons décliner un certain nombre d'initiatives autour de cette exigence : conférences et débats publics, interventions parlementaires, etc.

- 50e anniversaire de la disparition de Mehdi Ben Barka et initiative sur la Tricontinentale :

- Il s'agit d'abord, 50 ans après les faits, d'obtenir enfin l'ouverture des archives diplomatiques et militaires françaises pour que vérité et justice soient faites. Le rôle de Mehdi Ben Barka au Maroc et au plan international reste largement méconnu : nous voulons contribuer à faire connaître cette expérience historique dont le danger pour l'ordre existant était tel que son initiateur a été éliminé.

Troisième axe – Le combat pour les grands enjeux planétaires : le climat, la dénucléarisation, la souveraineté alimentaire, les biens communs universels, les droits et libertés fondamentales.

- Nous devons engager à propos de l'épidémie **d'Ébola** d'une part, et de **Frontex** d'autre part, des actions appuyant et se nourrissant de l'action de nos parlementaires européens, là encore pour que le rapport de forces par l'intervention populaire soit modifié.

- **COP21**

- Les enjeux écologiques et environnementaux sont imbriqués dans le contexte mondial qui appelle à un nouvel internationalisme. Et la lutte contre le réchauffement climatique participe pleinement de l'ambition de notre ambition de porter une alternative au capitalisme. Les dérèglements climatiques sont avant les conflits et la pauvreté la première cause des migrations et mouvements de population.

Nous avons engagé un travail avec les commissions Environnement-Écologie et Énergie en invitant tous les partis et forces présents à la dernière Fête de l'Humanité. Nous sommes convaincus qu'ensemble les partis de transformation sociale ont un rôle irremplaçable à jouer pour, d'une part, faire entendre la voix des peuples et leur exigence d'émancipation humaine, et pour, d'autre part, créer les conditions de rassemblement et d'action afin de peser significativement sur les décisions du Sommet et empêcher la mainmise du pouvoir financier et des multi- et transnationales sur les choix politiques.

Nous avons un texte de pétition internationale à vous proposer. L'objectif est de peser par le mouvement populaire pour obtenir des accords contraignants pour les États mais différenciés et fondés sur des principes de solidarité et d'équité.

Trois rendez-vous en mai, en septembre autour de la Fête de l'Humanité et au cours du Sommet lui-même en novembre-décembre feraient entendre cette mobilisation politique internationale.

- **Texaco-Chevron**

- Nous sommes engagés avec nos amis équatoriens dans la campagne de solidarité avec les victimes de la catastrophe écologique de la région amazonienne de leur pays causé par l'exploitation du pétrole par la transnationale Chevron. Nous avons contribué avec le soutien de la sénatrice communiste Michèle Demessine à l'organisation d'une conférence de presse de l'un des avocats et avec l'un des représentants des 30 000 victimes au Sénat le 21 mai dernier. Pierre Laurent est intervenu auprès de la ministre Marisol Touraine pour demander que le Fonds de réserve pour les retraites, établissement de caractère public qui possède des actions dans cette transnationale, ne se fasse complice de ces violations des droits de l'homme.

La solidarité avec cette population meurtrie et avec la « Révolution citoyenne » en cours en Équateur donne son sens à la visite que le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a effectué dans ce pays ; nous souhaitons, au retour de la délégation, amorcer une phase d'élargissement populaire de cette bataille en France ; bataille structurante en ce qu'elle met en lumière la responsabilité de transnationales dans les déséquilibres écologiques, l'appauvrissement des populations et l'exploitation des ressources au détriment du développement humain et écologique des sociétés, la menace qu'elles représentent pour la souveraineté des États et des peuples.

Merci de votre attention.